ÉDUCATION EN LUTTE N°5

POUR UNE ÉDUCATION ÉGALITAIRE 13 avril 2018



31 rue de la Grange aux Belles – 75010 Paris 01 58 39 30 12 = fede@sudeducation.org www.sudeducation.org

Bulletin d'information et de mobilisation contre le projet de loi relatif à « l'Orientation et à la Réussite des Étudiants » dit Plan Étudiants, les projets gouvernementaux de réforme du lycée et la baisse des moyens.

Amplifier les grèves pour gagner

La mobilisation fait tâche d'huile dans les universités. Après des mois d'explication de la loi ORE, étudiant-e-s et personnels étendent leur mobilisation contre la sélection. Alors que le gouvernement reste sourd aux revendications les blocages et occupations d'universités se multiplient. Avec plusieurs syndicats, SUD éducation a lancé une consigne de boycott des commissions d'examen des vœux. Dans plusieurs universités les personnels votent la grève, le refus d'appliquer la réforme et le refus d'organiser les examens sans retrait de la loi. C'est ce mouvement qu'il faut continuer à étendre et amplifier. La sélection et la baisse des moyens continue de l'enseignement supérieur s'inscrivent dans une logique plus globale d'attaques tout azimut contre les services publics qui défendent l'intérêt collectif contre les intérêts particuliers. C'est ce même combat que mènent les cheminote-s ou les hospitalier-e-s. C'est pourquoi des initiatives de convergences sont observées un peu partout. Mais pour faire converger les luttes, il faut qu'elles existent. SUD éducation appelle à la grève le 3 mai dans l'éducation de la maternelle à l'université avec la CGT. Le SNES appelle à la grève dans le 2nd degré le même jour. Nous appelons les personnels à se réunir et à mettre en débat la guestion de la reconduction pour faire plier le gouvernement. Il nous reste 3 semaines pour la construire.



Mobilisations dans les Universités

Université de Montpellier 3 : L'université est bloquée depuis début février.

Université de Toulouse : blocage revoté jusqu'au 30 avril.

Université Paris 1 : Le centre PMF (Tolbiac) est bloqué et occupé depuis le 26 mars. 1800 personnes en AG. Le

centre Saint-Charles (arts plastiques) est bloqué et occupé depuis le 10 avril (300 personnes en AG). Le centre René Cassin (droit) est bloqué. AG de 110 personnels a voté la grève jusqu'au 20 avril et le refus de faire passer les examens avant le retrait de la loi. Une autre AG de 60 profs de langue a voté la suspension des examens.

Bibliothèque inter-universitaire de la Sorbonne :

fermée le 10 avril (trop de grévistes pour assurer l'ouverture).

Université Paris 3 : le blocage avec occupation est reconduit jusqu'au 16 avril.

Université Paris 4 : le site de Clignancourt est bloqué et occupé.

Université Paris 5 : suite au vote du blocage en AG le site de Boulogne est fermé administrativement.

Université Paris 7 : la police est intervenue le 12 avril pour débloquer les bâtiments.

Université Paris 8 : l'université est bloquée et occupée. 1200 personnes en AG.

Université Paris 10: après l'évacuation violente par la police, une AG de 600 personnes s'est réunie le 10 avril et a voté le blocage et l'occupation. Les personnels et enseignant-e-s ont voté en AG le 20/20 pour toutes et tous.

Université Paris 13 : AG de 100 personnes, essentiellement personnels, le 12 avril. Grèves le 19 avril et le 3 mai. Plusieurs départements refusent de mettre en place les commissions de sélection.

EHESS: bloquée et occupée depuis le 10 avril. **Université de Strasbourg**: AG de 1000 personnes (dont une centaine de personnels) le 11 avril, AG de 700 personnes le 12 avril. Le blocage du bâtiment de la

présidence pour le lundi 16 avril a été voté. L'AG des enseignant-e-s de la faculté de Sciences sociales a voté la grève pour le 19 avril et l'exercice du droit de retrait en cas d'intervention policière.

Université de Rennes 2 : Près de 2000 étudiant-e-s en AG mardi 10 avril ont voté la grève et le blocage jusqu'à la prochaine AG lundi 16 avril.

Université de Bordeaux : occupation toujours en cours à Bordeaux 2 depuis la première intervention policière.

Université d'Aix-Marseille : des amphis sont occupés à Aix et Saint-Charles. Le site Saint-Charles était bloqué le 12 avril. L'AG des personnels de l'Université réunie le même jour a apporté son soutien aux étudiant-e-s mobilisé-e-s, acté la banalisation des cours, le refus de participer à la mise en place de Parcoursup. Elle condamne le conseil de discipline mise en place pour sanctionner un étudiant mobilisé : accusé d'avoir ouvert une porte sur le site très select du Pharo, et scandale supplémentaire, d'avoir sorti des chaises d'une salle de cours à Aix et demande l'arrêt des poursuites. Prochaine AG le 17 avril.

Université de Besançon : 8 départements pédagogiques de la fac des lettres ont décidé de ne pas former de commission d'examen des vœux

Université de Nantes : AG de 1300 personnes Université de Lyon 2 : Occupation depuis le 9 avril expulsée par la police le 13 avril.

Université de Lille : Les enseignant-e-s ont voté la grève reconductible et le refus d'organiser les examens sans retrait de la loi. 600 étudiant-e-s en AG.

Université d'Angers : AG de 80 personnels le mardi 10 avril qui a voté à l'unanimité moins 2 abstentions la grève le 19 avril et le boycott des commissions d'examen des vœux.

Université d'Amiens : AG de 200 étudiant-e-s et personnels le 12 avril a voté la grève et le blocage pour le 19 avril.

Université de Limoges : occupation depuis le 3 avril qui continue malgré les vacances

Université de Metz : 350 en AG, Fac de Lettres, arts et langues bloquée.

Université de Nancy: 1500 en AG, prochaine AG le 19/04 à 11h, blocage et occupation votés.

Université de Rouen : 500 en AG, bâtiment bloqué et

occupé.

Université de Grenoble : 500 en AG, fac de lettre bloquée.

Ce bulletin est incomplet. N'hésitez pas à nous écrire à fede@sudeducation.org pour le compléter. Par ailleurs Solidaires étudiant-e-s met à jour une carte des mobilisations.

Attaques contre les grévistes

Interventions policières à Bordeaux, Nanterre, Lille, La Sorbonne Paris 7, Lyon 2... Menaces sur Tolbiac. Le gouvernement répond aux mobilisations par le gaz et la matraque. SUD éducation a condamné ces interventions et l'interfédérale SUD-CGT-FSU-FO vient d'écrire à la ministre à ce sujet. Dans le même temps, l'extrême droite se signale par ses agressions contre les étudiante-s mobilisé-e-s sur plusieurs universités, confirmant son rôle de supplétif du pouvoir en place.



Grève des précaires

Dans l'éducation nationale, 1 personnel sur 4 est précaire. Avec des collectifs et assemblées générales de précaires, la fédération SUD éducation appelait à une grève nationale des précaires de l'éducation le 5 avril 2018 (à l'initiative de l'Assemblée des précaires d'Île-de-France). Celle-ci fut une réussite. Cette journée fut marquée par des rassemblements dans 25 villes et des mobilisations significatives : dans l'académie de Paris on a par exemple dénombré un millier de grévistes et une dizaine de vies scolaires complètement fermées. Il s'agit maintenant de poursuivre ces mobilisations, le 19 avril ou le 3 mai selon les zones.



19/04 Journée de mobilisation interprofessionnelle. SUD éducation appelle à la grève et aux manifestations.

01/05 Journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs. Manifestations dans toutes les villes de France.

03/05 Journée de grève dans l'éducation. SUD éducation appelle à la grève de la maternelle à l'université et à se réunir pour discuter de la reconduction de la grève.